

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SHL

26 rue Gay Lussac
59147 Gondecourt

Références : 2026_02_26_SHL_Gondecourt_0007000877_CI_Air
Code AIOT : 0007000877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement SHL implanté 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre d'un contrôle inopiné des rejets atmosphériques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SHL
- 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt
- Code AIOT : 0007000877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La Société des Huiles Lemahieu a démarré en 1974 sur le site de Gondecourt des activités de traitement et conditionnement d'huiles de graissage et produits annexes, et de traitement d'huiles usagées. En 2000, le site est repris sous le nom SHL par le groupe Flamme. SHL est aujourd'hui filiale à 100% d'ARF, l'un des trois pôles du groupe spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets industriels. Le site de Gondecourt traite les mélanges eau-hydrocarbures ainsi que les effluents faiblement chargés en hydrocarbures (80% de l'activité), et procède au réaffinage des huiles usagées. La société SHL est également collecteur agréé d'huiles usagées noires. En 2022, le site réceptionne environ 2000 tonnes de déchets par mois. Le site fonctionne du lundi au vendredi, de 5h à 22h et exceptionnellement le samedi de 8h à 18h (dans la limite de 10 samedis par an). L'effectif permanent de l'établissement est de 6 personnes (1 responsable de production, 1 laborantin, 4 opérateurs).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a relevé la présence de GRV de produits stockés devant l'auvent dédié. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'une livraison de la matinée qui doit être rangée sous le auvent prévu à cet effet.

Par ailleurs, un panneau définissant le contenu de l'une des rétentions était manquant, la remarque avait été faite par l'inspection lors d'une visite précédente. L'exploitant a indiqué s'être doté d'un panneau de remplacement qui doit être installé prochainement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques du conduit n°2	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suivi APMD - DCO	AP de Mise en Demeure du 22/04/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Suivi APMD - COV	AP de Mise en Demeure du 22/04/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport de contrôle des rejets atmosphérique démontre des résultats conformes aux VLE

applicables au site. La mise en demeure du 22 avril 2024 relative au respect de la VLE pour le paramètre COV dans les rejets atmosphériques et à la VLE DCO dans les rejets aqueux peut être levée.

Par ailleurs, l'exploitant ne procède pas à la régularisation des non-conformités constatées dans les différents rapports de contrôle de ses installations électriques. La plupart des observations mentionnées dans les rapports de 2025 étaient déjà mentionnées dans les rapports précédents. L'inspection propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de lever les non-conformités constatées dans ces rapports.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques du conduit n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet COV
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2016 sont modifiées comme suit à compter du 17 août 2022. Les effluents gazeux au conduit n°2 respectent, pour le paramètre COVT, les valeurs limites d'émission (VLE) et sont surveillés aux fréquences suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Concentration moyenne --> 45 mg/Nm³• Flux--> 9 g/h• Fréquence de surveillance --> semestrielle Les VLE sont définies dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. La période d'établissement de la moyenne est la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune.
Constats : Le rapport du contrôle inopiné air réalisé par Airmétrie est référencé 26EN464 et daté du 02/03/26. Ce rapport présente des résultats conformes aux VLE. La concentration moyenne en COVt mesurée est de 4,1 mg/m ³ (moyenne à 7,7 ppm). Il est à noter que l'exploitant a mis en place un suivi en continu des COV afin de suivre plus finement ce paramètre. La visite terrain a permis de constater la présence d'un afficheur à proximité du point de prélèvement. Le jour de la visite l'afficheur mentionnait une valeur nulle alors que, lors des mesures, Airmétrie mesurait environ 8 ppm. L'exploitant justifie de l'écart constaté dans les mesures. L'exploitant a fourni les extractions du 20 décembre 2025 au 27 janvier 2026. Le fichier du 27 janvier 2026 a été consulté. Il présente une mesure toutes les minutes, la valeur en COV est indiquée en ppm et oscille entre -2 et 2. Les fichiers des 26, 27, 28, 29 et 30 décembre 2025 ont également été consultés et présentent les mêmes caractéristiques. Le fichier du 20 décembre 2025 présente une valeur maximale à 4 ppm.

<p>L'exploitant précise qu'il souhaiterait mettre en place un seuil d'alarme avec report visuel. Aujourd'hui, les valeurs sont uniquement contrôlées pendant les rondes. Le changement du charbon actif est réalisé lors de l'étalonnage de l'appareil de mesure et lorsque les valeurs commencent à remonter.</p> <p>L'affiche apposée sur l'installation de traitement qui avait pour but de notifier le dernier changement du charbon actif mentionne un remplacement au 7 juillet 2025. Le tableau de suivi de l'exploitant mentionne un changement au moins d'août. L'exploitant précise qu'il pourrait s'agir d'une coquille.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise pourquoi les fichiers présentent des valeurs négatives.</p> <p>L'exploitant justifie l'écart entre les 8 ppm relevés par Airmétrie et la valeur de 0 ppm affichée sur l'appareil installé par ses soins.</p> <p>Il précise également comment est réalisée l'exploitation des résultats, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à quelle concentration en mg/m³ correspond la valeur maximale relevée de 4 ppm ? • quelle est la valeur maximale admissible en ppm pour s'assurer de respecter les VLE fixées ?
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.[...]Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté 3 rapports de l'APAVE :</p> <p>* Certificat Q18 (N° de rapport : A32282715-003-1) daté du 18/10/25. Il mentionne 2 observations et conclut à la possibilité d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Les deux observations sont récurrentes et semblent avoir été mises en avant dès 2021 pour l'une, et 2024 pour l'autre. Il s'agit des problématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Atelier bureau - Atelier - Tableau TGBT 2 - Présences de poussières susceptibles de générer un risque d'incendie (<i>Amélioration proposée : Nettoyer l'armoire dans les plus brefs délais et assurer une planification régulière de son nettoyage</i>) • Hangar de stockage fut - Chaufferie - verrine ou vasque absente sur un « appareil d'éclairage inac h > 4m » (<i>Amélioration proposée : à remettre en place</i>).

* Rapport de vérification des installations électriques dans un établissement recevant du public (N° de rapport : A32282715-003-1) daté du 18/10/2025. Il ne mentionne aucune observation ;
* Rapport de vérification des installations électriques au titre du code du travail (N° de rapport : A32282715-003-1) daté du 18/10/2025. Ce rapport mentionne 23 observations dont 18 observations récurrentes, et 5 nouvelles observations.

Le compte rendu Q19 a également été transmis et présente une anomalie récurrente. Le rapport conclut à la présence d'un risque incendie et préconise un nettoyage régulier du poste Haute Tension et des armoires électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant n'a pas levé les remarques formulées dans le rapport Q18 de 2024, dont une non-conformité est mentionnée depuis 2021. Il s'agit d'une non-conformité pouvant entraîner des risques d'incendie ou explosion. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas levé les non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques au titre du code du travail, qui mentionne 23 observations dont 18 sont récurrentes. L'inspection des installations classées propose à M. le préfet un arrêté de mise en demeure de régulariser sa situation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Suivi APMD - DCO

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, DCO

Prescription contrôlée :

La société SHL, dont le siège social sis 26 rue Gay Lussac - ZI de Gondecourt - 59147 GONDECOURT, ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure, pour son établissement situé à la même adresse, de respecter, à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 7 de l'arrêté du 5 juillet 2021 susvisé en modifiant ses critères de rejet des eaux contenues dans les rétentions et sur la voirie, pour tenir compte de la valeur limite d'émission pour le paramètre DCO à 180 mg/L dans un délai d'une semaine.

Constats :

L'exploitant procède au suivi des rétention via des fiches de suivi hebdomadaire. Les fiches de suivi ont été consultées. L'exploitant a mis à jour ses fiches avec la nouvelle VLE. **L'Inspection propose à M. le préfet de lever la mise en demeure sur ce point.**

En outre, depuis le début d'année, chaque semaine dispose de sa fiche. Il est régulièrement mentionné le renvoi vers la voirie lorsque le paramètre DCO est < à 180 mg/L. Cependant, lorsque la valeur mesurée est supérieure à 180 mg/l, aucune action n'est mentionnée. L'exploitant précise que dans les faits, dès lors que la mesure est supérieure à 180 mg/l, l'eau est pompée pour être

<p>retraitée, mais cela n'est pas tracé.</p> <p>L'inspection a permis de remarquer que la rétention des cuves E1 à E4 est notée comme vide sur toutes les fiches, même lorsque toutes les autres rétentions semblent non vides.</p> <p>L'exploitant précise que la rétention des cuves E1 à E4 dispose d'une pompe qui vide la rétention en permanence et renvoie les effluents pompés vers la cuve E3 (évapo). Les effluents récupérés dans cette rétention sont systématiquement retraités. L'exploitant précise par ailleurs qu'une mesure est faite le lundi mais est décorrélée des mesures réalisées dans les autres rétentions (l'exploitant a présenté deux fiches de prises de poste de l'opérateur présent de nuit, qui mentionne les mesures réalisées en DCO dans cette rétention à la sortie du week-end.</p> <p>Il est à noter que le jour de l'inspection, la rétention des cuves E1 à E4 présente un aspect laiteux avec des flaques jaunâtres et des odeurs. L'exploitant indique qu'une tuyauterie allant de la station de dépotage à la cuve E3 est percée et que le produit est en cours de pompage pour être retraité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant améliore la traçabilité de son action dans les fiches hebdomadaires de suivi des rétentions.</p> <p>L'exploitant procède à la réparation de sa tuyauterie au plus vite et justifie auprès de l'Inspection des travaux entrepris.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Suivi APMD - COV

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/04/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, COV</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SHL, dont le siège social sis 26 rue Gay Lussac - ZI de Gondecourt - 59147 GONDECOURT, ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure, pour son établissement situé à la même adresse, de respecter, à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'article 4 de l'arrêté du 5 juillet 2021 susvisé en respectant la valeur limite d'émission pour le paramètre COVnm dans un délai de 3 mois. Ce présent arrêté de mise en demeure sera considéré comme respecté si toutes les campagnes de mesures présentent des résultats conformes en COVnm pendant 1 an à compter de l'expiration du délai de mise en conformité de 3 mois précité ;
<p>Constats :</p> <p>Voir point de contrôle n°1.</p>

Le rapport du contrôle inopiné air réalisé par Airmétrie est référencé 26EN464 et daté du 02/03/26. Ce rapport présente des résultats conformes aux VLE. La concentration moyenne en COVt mesurée est de 4,1 mg/m³ (moyenne à 7,7 ppm). Il est à noter que lors des mesures, Airmétrie mesurait environ 8 ppm quand l'afficheur de l'exploitant indiquait 0. L'exploitant justifie de l'écart constaté dans les mesures.

L'historique des contrôles inopinés et des valeurs mesurées en COV est le suivant :

CI Air du 15/02/24 (avant arrêté de mise en demeure) : 530 mg/Nm³ pour une VLE à 45 mg/Nm³

CI Air du 28/10/24 : résultat conforme (4,9 mg/Nm³)

CI Air du 07/02/25 : résultat conforme (1,5 mg/Nm³)

CI Air du 09/10/25 : Résultat non conforme (49,3 mg/Nm³)

L'arrêté de mise en demeure prévoyait 3 mois pour assurer le retour à la conformité puis 1 an de conformité afin de lever la mise en demeure. L'arrêté est signé du 22 avril 2024. Lors du dernier CI d'octobre 2025, **la mise en demeure était donc déjà considérée comme levée.**

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure